Barouf

n°1 - avril 2013
journalbarouf@riseup.net
https://barouf.noblogs.org

un brouhaha de discussions et de rencontres
des explosions d'idées subversives et d'envies de révolte
un vacarme pour affronter ce monde ici et maintenant
sans rien attendre des politiciens et de ceux qui veulent nous représenter
...pour que notre désir de se débarrasser de toute autorité, domination et exploitation fasse du bruit !

Balade sous contrôle

9h30, Aubervilliers-Pantin-4 Chemins. Alors qu'on part trouver de la thune, de quoi manger ou se promener, les flics sont au coin de la rue. Ils sont là, avec leurs armes et leurs sales gueules, comme hier, comme il y a une heure, comme tout le temps maintenant en fait, à harceler les vendeurs/ses à la sauvette, les pauvres en tout genre, à mater tout ce qui bouge de travers, prêt à tou-te-s nous contrôler et arrêter quelques sans papiers sur le chemin. Que l'on soit à Barbès/La-Goutte-d'Or, à la Gare de Saint-Denis, à Saint-Ouen où à Stalingrad, c'est la même chose. Depuis peu ces quartiers sont devenus des ZSP, "Zone de Sécurité Prioritaire". Nouvelle invention sécuritaire du pouvoir, il en existe soixante-quatre dans tout le pays et concrètement ça signifie encore plus de flics dans les rues et une collaboration plus étroite entre mairies, commissariats et associations. À Belleville et Couronnes il y a aussi plein de flics partout, mais là ce sont ceux de la "Brigade Spécialisée de Terrain" (BST) créée en janvier 2011. Et puis il y a aussi tous les autres que l'on ne remarque même plus : GPIS, sécurité de la Mairie de Paris, correspondants de nuit, militaires, etc. Avec tous ces uniformes, le pouvoir militarise les villes, et principalement les quartiers pauvres, pour faire régner la pacification sociale et que chacun-e d'entre-nous reste bien à sa place.

12h00, dans le métro. Changement à Stalingrad "contrôle des titres de transports !" Un barrage de contrôleurs fait face au flot des voyageurs qui fouillent frénétiquement leurs poches à la recherche du bout de plastique qui donne le droit de continuer son chemin tranquillement. Certain-e-s tentent de faire demi-tour, mais sont retenu-e-s par les gros bras de la ratp sureté (GPSR).
Dans chaque recoins ou derrière chaque caméra ils sont là, pour réguler et rentabiliser les flux, chasser les fraudeurs, surveiller et réprimer nos faits et déplacements. Et si en plus de pas avoir de ticket on n'a pas le "droit" d'être là (pas de papiers, recherché-e par la justice, sous contrôle judiciaire), la police n'est jamais bien loin pour t'emmener au commissariat.
Les transports en commun sont pensés et organisés en fonction de la nécessité pour l'économie et le pouvoir d'assurer le déplacement dans la ville. Ils ont pour fonction d'amener des gens de la maison au travail, de la CAF au magasin, etc. Les transports, que ce soit le réseau de métro et de bus ou encore les nouvelles lignes de tram qui viennent d'être inaugurées, tissent une toile sur la ville : des arrêts délimités où l'on va parce que l'on a quelque chose à y faire, tout le reste n'est que points de passage. Et tous nos déplacements y sont fichés par les puces RFID contenues dans les pass' navigo.
L'importance des transports est encore plus visible quand ils sont perturbés, par la neige, la grève ou un sabotage : retards, chaos, désordre, rupture avec la routine.

15h15, à l'angle de deux rues dans le XXème arrondissement. Une nouvelle caméra de vidéo-surveillance est en train d'être installée. Elle fait partie du plan de plus de 1000 caméras de la ville de Paris et qui, ajoutées au 10000 du réseau RATP/SNCF et à celles de sociétés privées, banques et magasins, quadrillent toute la ville. Des centres de vidéo-surveillance ont été mis en place dans plusieurs commissariats, où les images sont regardées 24h/24.
Elles sont un moyen de surveillance supplémentaire, traquent nos vies et nos corps dans les moindres détails. De nombreuses villes adoptent un réseau de vidéo-surveillance de plus en plus sophistiqué : rotation à 360°, zoom, infrarouge, détection de comportements suspects (par exemple des attroupements), reconnaissance faciale...

17h30, quartier Bas-Montreuil/Bagnolet. Des huissiers viennent de saisir une famille et de les expulser de leur logement car ils ne payaient plus leur loyer depuis des mois et que leurs crédits à la banque se sont accumulés. Ici, comme dans d'autres quartiers pauvres de proche banlieue, les loyers ne font qu'augmenter et les agences immobilières poussent comme des champignons. C'est un quartier en plein changement d'après la mairie et les promoteurs : ils appellent ça la rénovation urbaine ou la restructuration, prétendent "*améliorer la qualité de vie*". Aussi les préfectures et les mairies ont déclaré la guerre aux logements insalubres et aux squats, pour expulser les habitant-e-s qui sont repoussé-e-s toujours plus loin des centres-villes et détruire des bâtiments pour en reconstruire des plus beaux, plus écologiques, pour des gens qui ont plus de thunes.



Cette logique, à l'œuvre depuis des années à Paris, se poursuit et s'étend avec le projet mégalo du "Grand Paris" : hausse des loyers, expulsions, promotion de l'accession à la propriété, construction d'immeubles standing de luxe, logements sociaux très chers pour riches, ouverture de lieux culturels branchés pour bobos, transformation du mobilier urbain en repoussoir anti-SDF, boutiques de mode à prix chic, etc.
Agents immobiliers, promoteurs du BTP, urbanistes et politiciens de tout bord aménagent des espaces civilisés, où les bobos et bourgeois se sentent à l'aise et en sécurité, menant ainsi la guerre aux pauvres. Ces opérations de rénovation leur rapporte de l'argent : spéculation, pots-de-vin.

L'aménagement de l'espace urbain et le contrôle renforcé en disent long sur le monde qu'est en train de construire le pouvoir : un grand enfermement à ciel ouvert, où chaque espace est surveillé, où chaque déplacement est sous contrôle, où chacun-e est à la place qui lui est assignée. Des transports aux caméras, des flics aux métropoles, ça ressemble à une grande prison. Sans ses quatre murs oppressants, la promiscuité forcée, les matons et verrous qui règlent le quotidien, mais où les caméras font penser aux miradors, les quelques m² où l'on vit à des cellules et les frontières tracées entre nous à des barbelés.
Le jeu politique construit l'autre comme l'ennemi, l'indésirable et veut nous faire croire que si c'est la merde c'est la faute du voisin, de celui ou celle qui n'a pas la même couleur de peau, de celui ou celle qui ne fait pas partie de la "communauté", (...)

Sabotons le tram-tram quotidien !
Le jour de l'inauguration de la nouvelle ligne T3 du tramway, aux alentours de midi, des chaussettes remplies de riz ou de sable se sont retrouvées enroulées aux caténaires. Des tracts volants sont aussi apparu à divers endroits sur le boulevard. L'efficacité de cette technique n'étant pas avérée, à chacun-e de faire preuve d'imagination la prochaine fois.

(...) qu'elle soit "ethnique", religieuse ou de territoire.

Mais à l'inverse de la guerre de tou-te-s contre tou-te-s et du chacun-e pour soi, ici et là, des gestes du quotidien au sabotage, des actes de résistance s'en prennent à ce monde : de l'ouverture d'un squat à la débrouille, de l'entraide et de la solidarité à la résistance à un contrôle de police, de la destruction de caméras de surveillance au fait de se prévenir de la présence des contrôleurs dans le métro.
Chaque perturbation, peu importe son ampleur, a des effets immédiats sur cette routine quotidienne qui, clairement, est celle du travail, de l'économie, du contrôle et du pouvoir. S'attaquer à ce quotidien c'est apporter sa pierre à la destruction de la domination et de l'exploitation, c'est s'ouvrir des espaces de liberté par la révolte.

Soyons incontrôlables...



D'une prison à l'autre Le 16 décembre 2012, quatre prisonniers du centre de rétention de Palaiseau ont réussi à s'évader après avoir subtilisé à un flic son badge magnétique ouvrant les portes de la prison. Suite à cela, un cinquième retenu, Ibrahim, a été arrêté et placé en garde-à-vue, accusé d'avoir participé à l'évasion. Frantz Pièce, maton au centre, l'accuse de l'avoir ceinturé et maîtrisé pendant que les autres lui dérobaient son badge et prenaient la fuite. Sa collègue, Coralie Bouton, arrivée en renfort, l'accuse elle de l'avoir fait tomber au sol et d'avoir essayé de lui prendre ses menottes et son badge. Après 3 mois passés en détention préventive à la prison de Fleury-Mérogis et un premier procès au TGI d'Evry le 18 janvier 2013 lors duquel il a été condamné à deux ans d'emprisonnement et à verser des dommages et intérêts aux deux flics, Ibrahim est passé devant la cour d'appel le 20 mars. Celle-ci, ne voulant pas désavouer les juges du tribunal d'Évry ni les flics du centre de rétention de Palaiseau, a coupé la poire en deux : Ibrahim a été reconnu coupable pour violences aggravées sur agents dépositaires de l'autorité publique et condamné à 1 an de prison ferme.

Vous pouvez lui écrire : *Ibrahim El Louar – écrou n°399815 – Bâtiment D4 – MAH de Fleury-Mérogis – 7 avenue des Peupliers – 91705 Sainte-Geneviève-des-Bois.*

Comme toujours flics et juges marchent main dans la main pour tracer le chemin d'une taule à une autre, de la prison pour étrangers à la maison d'arrêt.
Crève la justice, liberté pour tous et toutes !

contact : *evasionpalaiseau@riseup.net*

DÉGAGE !
La révolution continue en Égypte et en Tunisie

Depuis que les dictateurs sont tombés en Égypte et en Tunisie, ceux qui ont pris leur place voient leur pouvoir contesté chaque jour un peu plus. Grèves sauvages, manifestations et affrontements avec la police, attaques et incendies contre des bâtiments institutionnels et des locaux de partis politiques..., l'offensive contre les dirigeants d'Ennahdha en Tunisie et des Frères Musulmans en Égypte ne connaît pas de trêve.

À l'occasion des deux ans du début du soulèvement, fin janvier, puis de la chute de Moubarak, début février, des milliers de personnes sont descendues dans les rues égyptiennes. Des affrontements ont éclaté entre la police et des manifestant-e-s dont certain-e-s s'étaient préparé-e-s à attaquer, à coup de cocktails Molotov et de pierres, contre les lacrymogènes, les balles en caoutchouc, et les balles réelles utilisées par l'armée. Plusieurs locaux des Frères Musulmans ont également été saccagés et incendiés. On a pu voir un drapeau anarchiste rouge et noir à la fenêtre de l'un d'entre-eux pendant son occupation. Le 12 février à l'aube, Morsi, le président de la république, est obligé de quitter le palais présidentiel par la petite porte. Quelques jours après, une grève éclate à Port Saïd, les chemins de fer sont bloqués, ainsi que le trafic des ferrys dans le canal de Suez. Au Caire, deux restaurants appartenant à des hommes d'affaire islamistes situés près de la place Tahrir sont incendiés. Le 22 mars, des manifestations sont appelées contre les Frères Musulmans. Plusieurs de leurs locaux ont pris feu au Caire ou à Mahalla. Aux abords du siège principal du parti à Moqattam, des heurts ont opposé manifestant-e-s aux flics et aux membres du parti venu de toute la région pour défendre leur siège. Les bus dans lesquels ils avaient fait le déplacement ont été incendiés. Ces affrontements entre pro-Morsi et manifestant-e-s anti-gouvernement se sont poursuivis plusieurs jours, notamment au Caire ou à Alexandrie. En une semaine, plus de trente locaux des Frères Musulmans ont été attaqués dans tout le pays.

En Tunisie, après l'assassinat d'un opposant politique début février, des affrontements entre policiers et manifestant-e-s ont lieu dans plusieurs villes tandis que des dizaines de locaux du parti au pouvoir, Ennahdha, sont saccagés et incendiés à travers tout le pays. Le jour de l'enterrement une grève générale met le pays à l'arrêt et les flics essuient des jets de pierres et d'engins incendiaires. Le 3 mars à Thala, Ghannouchi le chef du parti islamiste, le ministre des affaires religieuses et un député sont dégagés de la ville à coup de slogans et de pierres. Leur voiture est défoncée. Le 27 mars, à M'dhilla, près de Gasfa, des manifestant-e-s se sont opposé-e-s aux flics qui ont tiré à la chevrotine. En réponse le local d'Ennahdha a été incendié. À Hammet El Jérid, le 14 mars, c'est cette fois-ci suite à la condamnation à six ans de prison de sept jeunes, accusés d'avoir agressé des flics et attaqué le poste de police, que des affrontements ont éclaté et qu'une voiture de police a été incendiée.

Les gouvernants ne veulent pas lâcher leur pouvoir mais lâchent leurs flics : à chaque manif' ce sont des mort-e-s et des centaines de blessé-e-s. Les arrestations et condamnations se multiplient (plusieurs milliers) parmi les opposant-e-s au pouvoir : émeutier-e-s, manifestant-e-s, membres de groupes révolutionnaires, rappeurs/euses...

Le camp de celles et ceux qui veulent la chute du régime n'est pas homogène : il y a celleux qui veulent de nouvelles élections et prendre à leur tour le pouvoir -ou seraient prêts à le partager avec celui en place actuellement- celleux qui croient encore que la situation peut s'améliorer et puis il y a celleux qui en ont marre, qui veulent en finir avec l'exploitation et la domination, ou qui ont la haine des flics et du pouvoir. À l'occasion de l'ouverture du Forum Social Mondial à Tunis, rassemblement d'altermondialistes, des groupes anarchistes et anti-autoritaires ont perturbé les discussions, aux cris de "Forum social, forum du capital", dénonçant ainsi la récupération de la révolution tunisienne par des politiciens de gauche.



De nombreuses pratiques se développent, par exemple des groupes d'autodéfense féministe qui, en Égypte, se sont organisés pour faire face à la violence patriarcale et qui se sont rendus récemment dans les manifestations armés de couteaux de cuisine. Et puis il y a les luttes dans les quartiers contre les expulsions, pour refuser de payer les taxes, impôts et factures d'électricité, les tags et graffitis qui recouvrent les murs, le pillage des magasins d'alimentation d'État, la multiplication de journaux d'agitation, les grèves sauvages, les blocages de route et les sabotages, la coordination de groupes d'attaque dans les manifs, l'émergence d'un mouvement anti-autoritaire et anarchiste... À propos de tout ça, il nous manque des témoignages et des informations directes.

Ce qui est sûr, c'est que ce qui se déroule là-bas nous parle et nous inspire ; que chaque manifestation, chaque local de politiciens ravagé, chaque acte de révolte, est un peu plus d'air, un pas de plus vers la liberté. Ces événements nous montrent qu'ici aussi, que partout, la révolution est possible et qu'on peut se battre pour changer radicalement l'ordre des choses, contre l'État et le capitalisme.
Exprimons ici notre solidarité avec les insurgé-e-s en Tunisie, en Égypte et propageons la révolte contre tous les pouvoirs.

Vive la révolution !